

Art. 19. Bijlage 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de punten 12° en 13°, luidend als volgt :

“12° de prestaties van studenten, met inbegrip van die van studenten die houder zijn van een eindgetuigschrift van het hoger secundair onderwijs zonder sociale of educatieve oriëntatie, waarvan de weddeschaal overeenkomt met een functie van opvoeder klasse 2B;

13° de verliezen die verband houden met andere projecten die worden ten laste genomen door een andere subsidiërende overheid, medegefinancierd door de hulpverlening aan de jeugd en behorend tot de opdrachten van de dienst, met uitzondering van de projecten uitgevoerd in het kader van federale en regionale werkondersteunende programma's. »

Art. 20. De personeelsleden die in aanmerking worden genomen, overeenkomstig artikel 54, derde lid, van hetzelfde besluit, in het kader van de berekening van de provisionele subsidie voor personeelskosten van 2025-2027, zijn onderworpen aan de kwalificatievoorwaarden van bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 21. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 22. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,
Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel;
F. BERTIEAUX.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/001304]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement en accueil familial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 143 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement en accueil familial ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 41 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.219/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse modifié par les arrêtés du 6 mai 2021, du 12 novembre 2021 et du 15 décembre 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'arrêté spécifique des services d'accompagnement en accueil familial du fait des modifications introduites dans l'arrêté du 5 décembre 2018 précité ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement en accueil est abrogé.

Art. 2. L'article 9, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé « l'arrêté du 5 décembre 2018 », est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° 0,25 personnel psycho-social au barème master ou personnel médical au barème master pour 18 mandats agréés, avec un maximum de 0,33 personnel médical au barème master par service ;

2° 0,5 personnel psycho-social au barème bachelier pour 12 mandats agréés ;

3° 0,25 personnel administratif pour 18 mandats agréés, avec un maximum d'1 personnel administratif au barème économiste gradué ou au barème économiste non gradué par service ;

4° 1 directeur barème B.

Du personnel directeur pédagogique au barème A peut être octroyé au service disposant d'unité décentralisée, à concurrence de maximum 50% du temps de travail du personnel psycho-social au barème master.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A. ».

Art. 3. L'article 12, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé « l'arrêté du 5 décembre 2018 », est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° 0,25 personnel psycho-social au barème master pour 6 mandats agréés ;

2° 1 personnel psycho-social au barème bachelier pour 3 mandats agréés ;

3° 0,25 personnel administratif pour 6 mandats agréés, avec un maximum d'1 personnel administratif au barème économe gradué ou au barème économe non gradué par service ;

4° 1 directeur barème B.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A. ».

Art. 4. L'article 15, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé « l'arrêté du 5 décembre 2018 », est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° 0,5 personnel psycho-social au barème master pour 6 mandats agréés ;

2° 1 personnel psycho-social au barème bachelier pour 6 mandats agréés ;

3° 0,25 personnel administratif pour 6 mandats agréés, avec un maximum d'1 personnel administratif au barème économe gradué ou au barème économe non gradué par service ;

4° 1 directeur barème B.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A. ».

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 6. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 25 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse,
des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001304]

25 JANUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten voor pleegzorg

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;
Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 143 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten voor pleegzorg;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juli 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 juli 2023;

Gelet op het advies nr. 41 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gegeven op 19 oktober 2023;

Gelet op de « gendertest » van 12 december 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 22 december 2023 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.219/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 22 december 2023 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gewijzigd bij de besluiten van 6 mei 2021, 12 november 2021 en 15 december 2022;

Overwegende dat het besluit dat specifiek is voor de begeleidingsdiensten voor pleegzorg aangepast moet worden wegens de wijzigingen ingediend in het bovenvermelde besluit van 5 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten voor pleegzorg, wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 9, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna "het besluit van 5 december 2018" genoemd, wordt aan de dienst op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand toegekend, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° 0,25 psycho-sociaal personeel met een barema van master of medisch personeel met een barema van master voor 18 erkende mandaten, met maximum 0,33 medisch personeel met een barema van master per dienst;

2° 0,5 psycho-sociaal personeel met een barema van bachelor voor 12 erkende mandaten;

3° 0,25 administratief personeelslid voor 18 erkende mandaten met een maximum van 1 administratief personeelslid met een barema van gegradueerde huismeester of van een barema van niet-gegradueerde huismeester per dienst;

4° 1 directeur barema B.

Pedagogisch bestuurspersoneel met een barema A kan worden toegekend aan de dienst met een gedecentraliseerde eenheid, naar rata van maximum 50% van de werktijd van het psycho-sociaal personeel met een barema van master.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A."

Art. 3. Artikel 12, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna "het besluit van 5 december 2018" genoemd, wordt aan de dienst op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand toegekend, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° 0,25 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master voor 6 erkende mandaten;

2° 1 psycho-sociaal personeel met een barema van bachelor voor 3 erkende mandaten;

3° 0,25 administratief personeelslid voor 6 erkende mandaten met een maximum van 1 administratief personeelslid met een barema van gegradueerde huismeester of van een barema van niet-gegradueerde huismeester per dienst;

4° 1 directeur barema B.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A."

Art. 4. Artikel 15, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna "het besluit van 5 december 2018" genoemd, wordt aan de dienst op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand toegekend, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° 0,5 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master voor 6 erkende mandaten;

2° 1 psycho-sociaal personeel met een barema van bachelor voor 6 erkende mandaten;

3° 0,25 administratief personeelslid voor 6 erkende mandaten met een maximum van 1 administratief personeelslid met een barema van gegradueerde huismeester of van een barema van niet-gegradueerde huismeester per dienst;

4° 1 directeur barema B.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A."

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 6. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,
Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel;
F. BERTIEAUX

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/001303]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services Maisons de l'Adolescent

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 143 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services Maisons de l'Adolescent ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 41 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.217/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse modifié par les arrêtés du 6 mai 2021, du 12 novembre 2021 et du 15 décembre 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'arrêté spécifique des services Maisons de l'Adolescent du fait des modifications introduites dans l'arrêté du 5 décembre 2018 précité ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté du 3 avril 2019 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services Maisons de l'Adolescent est remplacé par ce suit :

« Art. 10. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé « l'arrêté du 5 décembre 2018 », est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° service de catégorie 1 :

a) 1 directeur barème B ou coordinateur barème A ;

b) 0,5 personnel administratif ;

c) 2 personnel psycho-social au barème bachelier ;

d) 0,5 personnel psycho-social au barème master ;

2° service de catégorie 2 :

a) 1 directeur barème B ou coordinateur barème A ;

b) 0,5 personnel administratif ;

c) 0,5 personnel technique ;

d) 2 personnel psycho-social au barème bachelier ;

e) 1 personnel psycho-social au barème master ;

3° service de catégorie 3 :

a) 1 directeur barème B ou coordinateur barème A ;

b) 0,5 personnel administratif ;

c) 0,5 personnel technique ;